

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 02/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PAPREC MEDITERRANEE**

7 rue du Docteur Lancereaux  
75008 Paris

Références : D-0212-2026  
Code AIOT : 0006401772

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté Route de Baussenq 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le secteur des déchets est particulièrement accidentogène. Un rapport de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et du Conseil général de l'économie (CGE) publié en janvier 2023 concernant la réduction de l'accidentologie dans le secteur de la gestion des déchets a en particulier mis en évidence le nouveau rôle des piles et des batteries au lithium dans la survenue des incendies et a émis des recommandations pour faire évoluer la réglementation. En décembre 2023, la direction générale de la prévention des risques a ainsi publié 4 arrêtés pour faire évoluer ou compléter les dispositions réglementaires s'appliquant aux installations de tri ou de traitement de déchets, afin de prévenir le risque d'accident ou de faciliter l'intervention des services de secours. Ces arrêtés ont fait l'objet de plusieurs mises à jour, notamment pour en

faciliter l'appropriation par les exploitants et les services. En 2026, des contrôles sont diligentés afin de vérifier la mise en place des nouvelles prescriptions applicables, et plus particulièrement sur les centres de tri des déchets 2711, 2713, 2714, 2716 et 2718 à autorisation, enregistrement ou déclaration. La présente inspection s'inscrit dans ce cadre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC MEDITERRANEE
- Route de Baussenq 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006401772
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été exploité comme une installation de compostage de boues de stations d'épuration et de déchets végétaux de 1997 à 1999. Suite à l'arrêt de cette activité, l'exploitant a été autorisé, par arrêté complémentaire du 27/08/2001, à exploiter une unité de broyage et valorisation de déchets de bois, ainsi qu'un centre de transit de déchets non dangereux tels que papiers/cartons et plastiques.

Par arrêté préfectoral n° 2020-217-A du 10/03/2023, la société PAPREC MEDITERRANEE a été autorisée à augmenter la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux et à développer une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Ilottage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 IV	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II	Sans objet
7	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI	Sans objet
8	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article définitions et 6.III	Sans objet
9	Zone d'entreposage tampon	Code de l'environnement du 06/06/2018, article définitions et 10-2	Sans objet
10	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas pris en compte l'ensemble des nouvelles prescriptions introduites par l'arrêté du 22 décembre 2023 modifié. En particulier, les conditions d'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne respectent pas les exigences relatives aux îlots ou petits îlots, et le site ne dispose pas d'un système d'alarme automatique. Dans ces conditions, il est proposé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de prononcer une mise en demeure.

Par ailleurs, bien que certains points aient été partiellement intégrés, des actions correctives demeurent nécessaires pour assurer une conformité complète aux prescriptions. L'exploitant devra notamment les mettre en œuvre et transmettre les justificatifs correspondants, tels que la consigne des rondes, la mise à jour du plan de défense incendie, la mise à jour de l'état des stocks ou encore celle du plan d'entreposage. À défaut de réponse satisfaisante, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de prononcer une mise en demeure ou toute autre mesure administrative appropriée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Détection et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de

télesurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose de deux caméras thermiques, l'une positionnée à l'entrée du site et l'autre à l'autre extrémité de celui-ci. Les caméras ont été constatées lors de l'inspection. L'exploitant a par ailleurs indiqué être en attente de l'installation d'une troisième caméra destinée à assurer la surveillance du bâtiment.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un aperçu des images enregistrées en raison d'un problème de réseau.

En cas de détection d'un départ de feu par les caméras thermiques, une levée de doute est réalisée par la société de télesurveillance (Panthera), en heure ouvrée comme en heure non ouvrée. L'exploitant a mis en place des seuils différenciés entre le jour et la nuit afin d'éviter les déclenchements intempestifs liés notamment aux émissions de pots d'échappement. En cas de confirmation ou de doute persistant, l'astreinte est immédiatement contactée, et, en l'absence de réponse, les services d'incendie et de secours sont directement alertés par la société de télesurveillance. En cas d'impossibilité technique de réaliser la levée de doute, un agent résidant sur la commune est identifié comme personne privilégiée pour intervenir sur site dans un délai inférieur à 15 minutes.

**Le site ne dispose pas d'un système d'alarme automatique.** En cas d'incident ou d'accident, les agents sont informés par talkie-walkie ou par corne de brume via un autre agent présent sur site.

Lors de la séance, l'exploitant a présenté les procès-verbaux établis par la société Eurofeu, en charge de la vérification des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie. Les extincteurs ont fait l'objet de contrôles les 26/02/2026 puis le 24/03/2026, afin de vérifier la levée des non-conformités relevées lors de la première visite. Les deux poteaux incendie présents sur le site ont été contrôlés le 14/04/2026. Les RIA doivent faire l'objet d'un contrôle au cours de l'année.

Les caméras font l'objet de contrôles internes réguliers, tracés via un logiciel dédié. En séance, l'exploitant a présenté les contrôles réalisés les 23/03/2026, 06/04/2026 et 13/04/2026. Ces vérifications sont effectuées à l'aide d'un test par point chaud, déclenchant une alerte transmise automatiquement au responsable d'exploitation, dont un SMS a été présenté en séance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place un système d'alarme automatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Rondes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>-le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>-la formation du personnel concerné ;</li> <li>-le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré réaliser les rondes 1 heures après la fermeture du site. L'exploitant a indiqué qu'un registre est disponible à l'entrée du site afin de tracer les rondes réalisées.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de consigne formalisant les rondes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir les consignes formalisant les rondes.</p> <p>L'inspection rappelle que les rondes doivent être réalisées deux heures après le dernier apport des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Présence du plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.
------------------------------------------------------------------------------------

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

**Constats :**

En séance, l'exploitant a présenté son plan de défense incendie (PDI).

Le PDI est mis à disposition à l'entrée du site, dans une boîte sécurisée, ainsi que dans les bureaux.

L'examen du document a mis en évidence plusieurs manquements et incohérences :

- Schémas d'alarme et d'alerte : mention d'un système d'alarme alors que le site n'en est pas équipé, absence de référence à la télésurveillance, et absence des interlocuteurs à contacter en période ouvrée sur le schéma.
- Modalités d'accès des services d'incendie et de secours en période non ouvrée : le site dispose d'un accès pompier distinct de l'entrée principale. L'exploitant indique qu'un dispositif complémentaire sera mis en place afin de permettre également un accès par l'entrée principale.
- Plan de situation des réseaux de collecte : absence de légende rendant la lecture du plan pleinement compréhensible.
- Plans des zones d'entreposage intérieures et extérieures : présence de zones inexistantes (par exemple, une alvéole de verre).
- Plan général de l'installation : absence d'identification précise des bâtiments, des zones d'entreposage extérieures, des îlots et petits îlots, des zones de réception des déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, ainsi que des silos et cuves fermés et fixes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre son PDI à jour en intégrant notamment les éléments cités dans les constats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Maîtrise des sinistres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des



personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant indique alerter le SDIS via les téléphones portables en cas d'incendie sur site. En séance, l'exploitant a présenté le compte rendu d'un exercice de défense contre l'incendie réalisé le 06/02/2026, dont le scénario portait sur un feu naissant sur un engin. Le document ne soulève pas de remarque particulière de la part de l'inspection. À l'entrée du site, au niveau du pont-bascule, plusieurs supports de communication sont en place afin d'informer les tiers des risques présents et de rappeler les consignes de sécurité applicables. Par ailleurs, l'exploitant dispose de matériaux inertes destinés à l'étouffement d'un départ de feu. L'ensemble des agents intervenant sur le site est habilité à les manipuler et à les transporter, cette tâche relevant de leur périmètre d'activité. L'exploitant a indiqué prévoir la réalisation d'un prochain exercice de lutte contre l'incendie intégrant le recours à ces matériaux inertes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Ilotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :

-le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;

-ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à 1 m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne

s'appliquent pas aux petits îlots.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, <b>aucun îlot clairement identifié n'a été constaté sur le site.</b></p> <p>En revanche, plusieurs zones de stockage ont été observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un important stock de bois à broyer au milieu du site ;</li> <li>• deux stocks de bois broyé situés à proximité du bâtiment ;</li> <li>• un stock de bois situé à droite du pont-bascule, en amont de la zone haute du site ;</li> <li>• deux bennes situées à proximités du gros stock de bois en attente d'être trié avec de la ferraille ;</li> <li>• une benne contenant des indésirables à proximité du stock principal de bois ;</li> <li>• un stock de déchets non dangereux sur la zone imperméabilisée.</li> </ul> <p>Plusieurs activités ont été observées sur la partie haute du site, hors aucune activité n'est présentée à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/07 sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un stock de végétaux ;</li> <li>• un stock de souches ;</li> <li>• des bennes vides et des bennes contenant des déchets en attente d'expédition.</li> </ul> <p>Au niveau du bâtiment fermé (auvent fermé), plusieurs alvéoles sont présentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plâtre ;</li> <li>• carton ;</li> <li>• CSR ;</li> <li>• DIB ;</li> <li>• plastique.</li> </ul> <p>Par ailleurs, des bennes dédiées aux déchets issus des filières REP dont la filière REP PMCB sont disposées en face et des bennes de textiles sur le côté droit du bâtiment.</p> <p>L'entreposage extérieur n'est pas réalisé sous forme d'îlots. Un îlot représente une zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m<sup>2</sup>. La distance des bâtiments (bureaux et auvent fermé) au stockage de déchets le plus proche est inférieure à 10 m.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser le stockage des déchets présents sur le site sous forme d'îlots conformément aux règles de stockage reprises à l'article 6.IV de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. L'organisation retenue doit figurer dans la mise à jour du Plan de Défense Incendie (PDI).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant tient un suivi des stocks du site sous format Excel, mis à jour chaque mercredi. La responsable du site, en charge de ce suivi, y reporte les données issues des registres des entrées et des sorties.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté l'état des stocks pour le mois de janvier. Le fichier comporte bien une colonne par typologie de déchets (bois, ferrailles, papiers, gravats, etc.). Toutefois, l'absence de renseignement du stock initial (stock antérieur) ne permet pas d'obtenir une vision précise des quantités réellement présentes sur le site.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des stocks hebdomadaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Stockage des batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant ne réceptionne pas de batterie. Il n'a pas été constaté de batterie sur site le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Petits îlots**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article définitions et 6.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à 10 m<sup>3</sup> si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m<sup>3</sup> sinon ;</li> <li>-les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur ...) ;</li> <li>-la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.</li> </ul> <p>III.-Petits îlots</p> <p>A.-Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>B.-Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, aucun petit îlot n'est formalisée. Comme présenté au point de constat "îlotage", le site comprend plusieurs zones de stockage, disparates.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour rappel, les volumes réglementaires applicables aux petits îlots sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 m<sup>3</sup> maximum en intérieur ;</li> <li>• 30 m<sup>3</sup> maximum en extérieur.</li> </ul> <p>Un site ne peut contenir que 5 petits îlots en extérieur et 5 petits îlots sous bâtiment. Sous bâtiment, il n'est pas possible d'avoir le même flux de déchets dans deux petits îlots différents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Zone d'entreposage tampon**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/06/2018, article définitions et 10-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p>

<p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li> <li>-les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m<sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>-elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m<sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>-elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas faire de tri sur site. A l'entrée du site, les camions sont directement orientés vers la zone dédiée à leur déchargement. Il n'a pas été constaté sur site de tri.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Organisation liée au REX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du REX</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a enregistré aucun accident ni incident depuis le début de l'année. Il a connaissance par ailleurs de la nouvelle procédure de télédéclaration des accidents/incidents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>